



Journées Gestion 2009

Réactivité et accompagnement créatif au changement



Compte-rendu des 17 et 18 novembre 2009

Journées réalisées dans le cadre du projet
« La créativité au secours de la crise »
financé par le FSE et le CASDAR



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE



SOMMAIRE

Programme des deux jours.....	p3
Liste des participants.....	p4

JOUR 1, pages 5 à 17

Localisation des visites.....	p6
Présentation du territoire régional.....	p7
L'agriculture francilienne.....	p8
Le contexte périurbain.....	p9
Visite du domaine agricole de Périgny.....	p10
Visite de la ferme de Toussacq.....	p11
Couveuse d'activités agricoles.....	p12
Les actions de Terre de Liens.....	p13
Formation « de l'idée au projet »	p14
Formation « calculer des coûts de revient »	p15-16
Initiative « paniers Val de Loire »	p17

JOUR 2, pages 18 à 26

Témoignage « accompagnement face au changement »	p19-20
L'accompagnement des familles agricoles – partenaire allemand.....	p21
Témoignage « réagir face à la crise »	p22-23
Témoignage « gestion stratégique »	p24-25
La résilience en agriculture – partenaire autrichienne.....	p26

Introduction

Cette année, les journées de réseau ont eu lieu en Ile de France, ce qui a donné la possibilité de **découvrir une partie de l'agriculture de la région** ! Les visites du premier jour ont en effet permis d'aborder des enjeux particulièrement cruciaux ici (mais aussi dans d'autres régions) comme l'agriculture périurbaine, l'installation ou encore la commercialisation en circuits courts.

Le fil conducteur sur les deux jours était « **être réactif et créatif pour bien vivre les changements** ». Au vu du contexte actuel et des situations délicates dans lesquelles se retrouvent de nombreuses exploitations, il nous a semblé important de discuter des leviers possibles pour sortir de la crise et de s'interroger sur l'accompagnement des adhérents dans les décisions qu'ils sont amenés à prendre.

Nous espérons que ces journées ont permis à toutes les associations membres de l'Interafocg de se rassembler et **se rencontrer dans la convivialité** lors des visites, des témoignages et des temps d'échanges. Et que les agriculteurs, les animateurs et les partenaires ont pu partager leurs expériences.

Bonne lecture,
Le comité de pilotage du Programme Gestion

Programme

Mardi 17/11/09

Thème : l'agriculture périurbaine francilienne

Lieu : 2 exploitations (Val de Marne, Seine et Marne)

- Présentation de l'agriculture régionale dans le bus
- 1er site sur la ceinture verte de Paris : présentation d'un projet agriurbain (zone maraîchère de 80ha située à 25km de Paris préservée par la commune) et discussion sur les atouts et contraintes d'une exploitation en zone périurbaine
- Buffet campagnard
- 2^e site sur une exploitation diversifiée (céréales, maraîchage, élevage, chambres d'hôtes)
- parcours de l'exploitant et des trajectoires prises (conversion à l'AB, accueil d'une couveuse pour de futurs installés...)
- présentation de dispositifs d'installation innovants (accompagnement de la pré-installation, fonctionnement d'une couveuse avec les AMAP Ile de France, accès au foncier avec Terre de Liens)
- témoignages sur les circuits courts (paniers Val de Loire, calculer ses coûts de revient et de vente avec l'Afocg du Loiret, étude avec l'Afocg de l'Ain)
- Dîner dans une ferme-auberge

Mercredi 18/11/09

Thème : l'accompagnement créatif au changement

Lieu : Maison Nicolas Barré, 83 rue de Sèvres, 75001

- Introduction et présentation de la thématique
- Recherche de solutions en ovins lait (ou bovins viande) face à une situation de crise. Travail sur la réactivité avec l'Afocg du Pays-Basque
- Restitution du voyage d'étude en Allemagne et témoignage du partenaire BAG sur l'accompagnement d'agriculteurs en difficulté
- Déjeuner
- Gestion stratégique, un projet de couple. Témoignage de l'Afocg du Rhône
- Explorer de nouvelles activités de manière créative. Témoignage de l'Afocg Gironde
- Travail sur la résistance des exploitations face aux aléas et la perception homme/ femme. Intervention d'une chercheuse de l'Université de Vienne
- Clôture des journées

Présentation des participants

Au total, ce sont 80 personnes qui ont participé aux Journées Gestion en 2009.

Prénom	Nom	Fonction	Organisme
Claudine	PITOT	AF	Afocg AIN
Alexandra	BRANDELET	AF	Afocg AIN
Jean Pierre	DUBOIS	Agriculteur	Afocg AIN
Véronique	PINET	Agricultrice	Afocg AIN
Sylvie	JEANNIN	Agricultrice	Afocg Doubs
Damienne	NICOD	Agricultrice	Afocg Doubs
Sandrine	MOREAU	Agricultrice	Afocg Doubs
Fabienne	FAIVRIET	Agricultrice	Afocg Doubs
Camille	BILLY	AF	Afocg Doubs
Jean-Luc	LARESCHI	AF	Afocg Doubs
Betty	BADEL	AF	MICROFAC
Patrick	FAURE	Agriculteur	MICROFAC
Isabelle	DENIS	Agricultrice	MICROFAC
Anne	BRUEL	Agricultrice	Afocg Hte GARONNE
Brigitte	BARTHAS	AF	Afocg GIRONDE
Christelle	SORGUES	AF	Afocg GIRONDE
Catherine	JEAN	Agricultrice	Afocg GIRONDE
Jean-Louis	RATEAU	Agriculteur	Afocg GIRONDE
Pascale	MORIN	Agricultrice	Afocg GIRONDE
Maurice	CHEVALIER	Agriculteur	Afocg GIRONDE
Alain	MICHEL	Agriculteur	Afocg JURA
Sylvain	GRAPPE	Agriculteur	Afocg JURA
Henri	RATTE	Agriculteur	Afocg JURA
Blandine	DORIN	AF	Afocg JURA
Elisabeth	BAILLIET	AF	Afocg LOIRET
Michèle	ARIBAUD	Agricultrice	Afocg LOIRET
Hervé	ARIBAUD	Agriculteur	Afocg LOIRET
Claude Eve	SPACH	Agricultrice	Afocg LOIRET
Christine	DURAND	Agricultrice	Afocg LOIRET
Françoise	BERSON	AF	Afoc MAYENNE
Jacky	BALLUAIS	Agriculteur	Afoc MAYENNE
Virginie	BEYLIET	AF	Afocg ORNE
Céline	RAGOT	Agricultrice	Afocg ORNE
Frantxua	ETCHEBEST	Agriculteur	Afocg PAYS BASQUE
Jean-Léon	LARROQUE	Agriculteur	Afocg PAYS BASQUE
Jean-Luc	ETCHARD	Agriculteur	Afocg PAYS BASQUE
Gisèle	DUFAU	AF	Afocg PAYS BASQUE
Agnès	HEGUITO	AF	Afocg PAYS BASQUE
Ramunxto	CARRERE	AF	Afocg PAYS BASQUE
Maider	DUHALDE	AF	Afocg PAYS BASQUE
Dominique	IRRIGARAY	AF	Afocg PAYS BASQUE
Martin	IRIBICEN	AF	Afocg PAYS BASQUE

Mickaël	BERTHOLLET	AF	Afocg RHONE
Eric	JOOS	Agriculteur	Afocg RHONE
Guy	LADREY	Agriculteur	Afocg RHONE
Dominique	PONCET	Agriculteur	Afocg RHONE
Nathanael	JACQUART	Agriculteur	Puy de Dôme
Jean-Paul	OZON	Agriculteur	Puy de Dôme
Daniel	FILLON	Administrateur	InterAfocg
Marie	LESPINASSE	Administratrice	InterAfocg
Joël	DURAND	Administrateur	InterAfocg
Jean-Noël	GIROUD	Administrateur	InterAfocg
Vincent	TOUZEAU	Administrateur	InterAfocg
Mailux	PETRISSANS	Administratrice	InterAfocg
Matthieu	DOAZAN	Membre Comité Pilotage	InterAfocg
Gabrielle	SICARD	Chargée de mission	InterAfocg
Joo	ZIMMERMANN	Chargée de mission	InterAfocg
Pierre	LACROIX	Chargé de mission	InterAfocg
Nadine	SEGUARD	Comptable	InterAfocg
Hans	GOLDBRUNNER	Membre BAG	BAG
Michael	WEHINGER	Conseiller BAG	BAG/LFB
Ika	DARNHOFER	Ens.-chercheuse	BOKU
Colette	MACQUART	Chargée de mission	CCMSA
Anne-Fr.	JEGOUIC	Chargée de mission	VIVEA national
Bénédicte	REBEYROTTE	Chargée de mission	GAB
Sylvain	PECHOUX	Chargé de mission	Amap-IDF
Valérie	ROSENWALD	Chargée de mission	Terre de liens
Jean-Louis	COLAS	Agriculteur couveuse	Amap IDF
Alice	FUMAGALLI	JA en test couveuse	Ferme de Tous
Jérôme	VERONIQUE	JA en test couveuse	Ferme de Tous
J-Michel	LEVIEIL	Chargé de mission	Mairie de Périg
Michel	LUCAS	Ancien maire	Périgny
M.	Directeur	Lycée Agricole	Brie-Comte-Robert
M.	Directeur	Lycée Agricole	Brie-Comte-Robert
M.	Directeur	Lycée Agricole	Brie-Comte-Robert
Carine	OLERON	Chargée de missions	PNR Vexin
Sarah	MUHLBERGER	Chargé de missions	PNR Vexin
Christian	CASTELLANET	Directeur scientifique	GRET
Rémy	LORIN	Journaliste	France AGRIC

Mardi 17 novembre

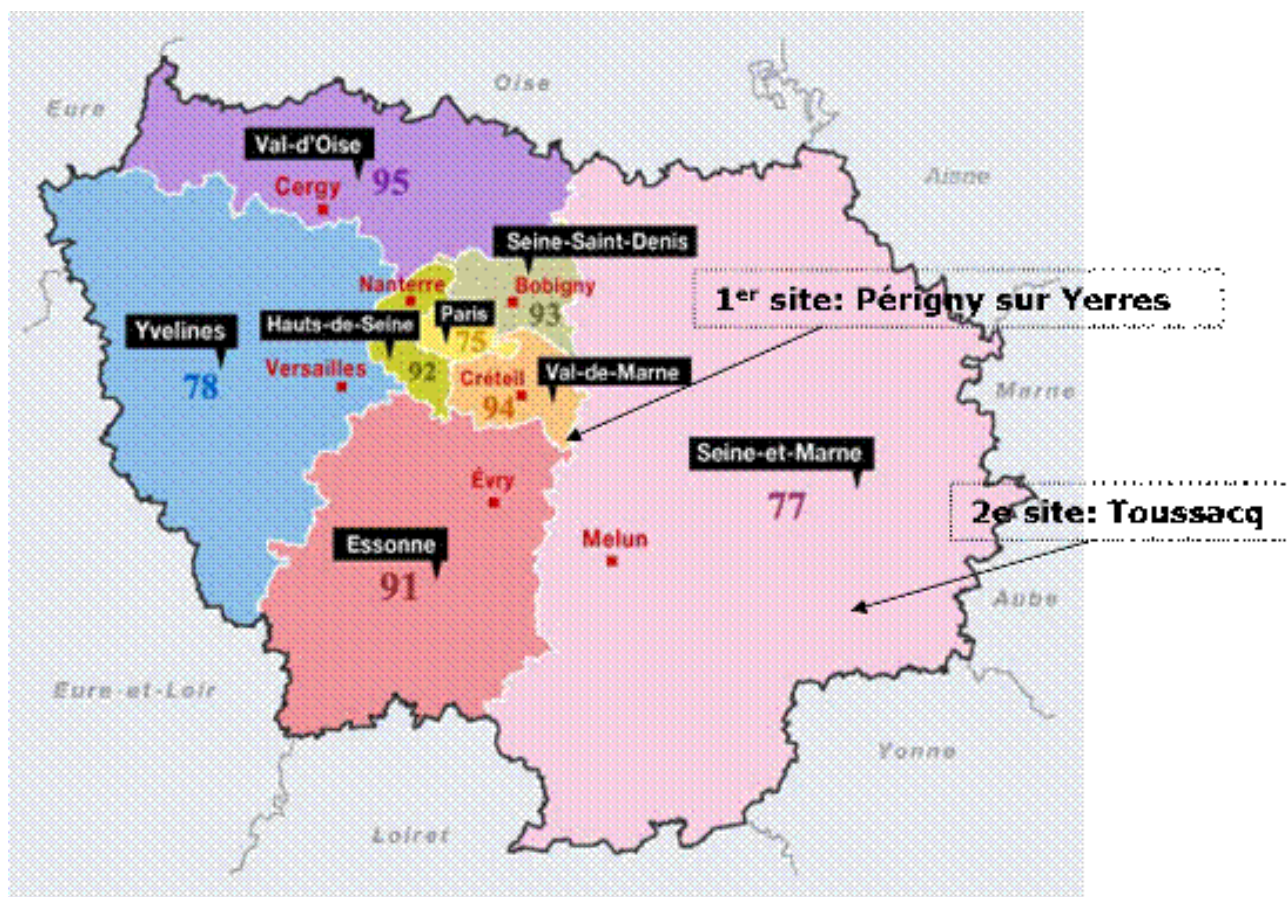


L'agriculture périurbaine francilienne...

... quelques exemples de terrain



Localisation des visites

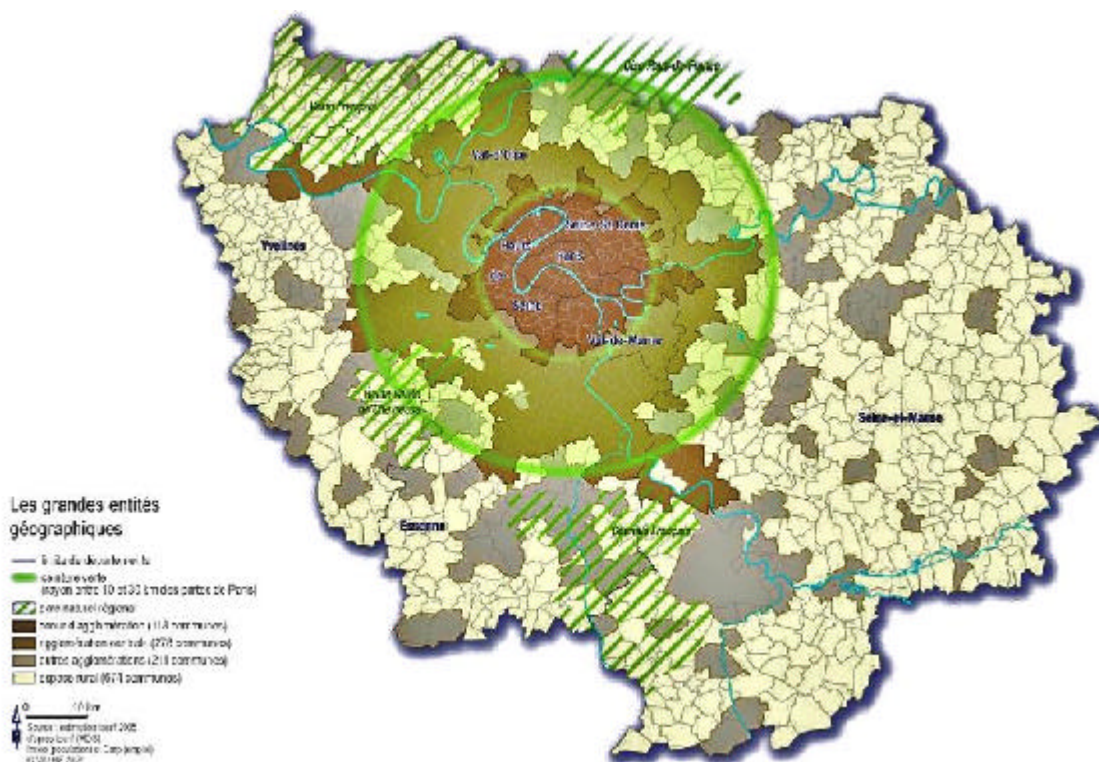


Visite du matin : La Petite Couronne (dont fait partie le Val-de-Marne) compte seulement 191 exploitations agricoles sur une surface de 2 143 hectares soit 0,3% de la SAU francilienne. Très urbanisée, l'agriculture y représente seulement 7% du territoire. Le site visité est à la limite de trois départements (94, 77 et 91).

Visite de l'après-midi : la Seine-et-Marne est le département qui compte le plus d'exploitations agricoles avec la moitié des exploitations franciliennes et 59% de la SAU régionale. On y dénombre 58% de terres agricoles, 24% de surfaces boisées et 18% d'espaces non agricoles. La densité de population y est environ 5 fois moins importante que celle de l'Ile de France.

Présentation du territoire régional

Cette partie et les trois suivantes ont été rédigées à partir d'extraits de plusieurs ouvrages : *Favoriser l'accès collectif et solidaire au foncier et au périurbain et rural en Ile de France*, étude réalisée par Terre de Liens Ile de France, 2009 ; *Les jardins d'insertion en Ile-de-France : acteurs, enjeux, perspectives*, Collectif Jardins d'insertion en Ile-de-France, 2005 ; *La dynamique territoriale de l'agriculture et de l'espace rural en Ile de France*, SEGESA/ DRIAF, 2005 ; *Le Mémento de la statistique agricole*, édition 2009



Quelques éléments de comparaison avec le dernier département à avoir accueilli les Journées Gestion ! L'Ile de France est une région composée de 8 départements et a une superficie de 12 012 km² (à peine plus grande que le département de la Gironde). Sa superficie agricole est de 576 000 ha (soit environ deux fois celle de la Gironde). L'Ile de France compte plus de 11 million d'habitants (soit presque 10 fois plus que de Girondins).

Même si elle est la plus urbanisée et la plus peuplée des régions françaises, son territoire est majoritairement rural (près de 75% de l'espace régional est agricole, naturel ou forestier) et **plus la moitié de l'ensemble du territoire de la région est agricole.**

Le territoire présente une continuité d'urbanisation jusqu'à environ 10 kilomètres autour de Paris intra muros. Sur quelques axes, la ville s'est étendue jusqu'aux pôles urbains installés en grande couronne parisienne. **La ceinture verte est comprise entre 10 et 30 km de Paris. C'est là où se sont installées les exploitations maraîchères, arboricoles et horticoles approvisionnant l'agglomération parisienne.** Cette ceinture d'agriculture périurbaine est entrecoupée de bandes urbanisées. Dans les départements de la petite couronne (surtout Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne), l'agriculture couvre 7 % du territoire.

En grande couronne, les grandes plaines céréalières dominent, s'étendant sur près de la moitié du territoire pour les départements des Yvelines, de l'Essonne et du Val d'Oise et sur 60 % pour la Seine et Marne.

L'agriculture francilienne

Jusqu'à la moitié du XXème siècle, l'agriculture francilienne était diversifiée, s'adaptant aux différentes conditions pédoclimatiques de la région et aux possibilités de débouchés (vers l'agglomération parisienne pour les cultures spécialisées et vers les grands ports de commerce pour la céréaliculture). Aujourd'hui, l'agriculture a tendance à s'homogénéiser sur l'ensemble du territoire francilien. Les exploitations agricoles franciliennes (environ 5300 dont 4000 professionnelles) se répartissent à **76% en grandes cultures, 7% en maraîchage, 6% élevage et 2% en arboriculture**. [Remarque : on observe en Ile de France une progression des productions non alimentaires, par exemple le colza à vocation énergétique ou la production d'agro-matériaux.]

La SAU moyenne des exploitations professionnelles est de **76 ha** (seulement 40% des exploitations professionnelles ont moins de 100ha). Leur statut principal est la forme individuelle, suivie de près par les EARL. L'agriculture francilienne compte 10 500 UTA à temps plein : 5 000 chefs d'exploitation, 1 000 conjoints et aides familiaux, 3 500 salariés agricoles permanents et 1 000 saisonniers. 17 % des chefs d'exploitation ont moins de 40 ans et **35 % ont entre 50 et moins de 60 ans**. (<http://www.decouvertedelaferme-idf.fr>).



EVOLUTION DE L'AGRICULTURE FRANCILIENNE

Des grandes cultures majoritaires sur le territoire

Les grandes cultures représentent l'activité principale de plus de deux tiers des exploitations franciliennes. Le nombre d'exploitations a tendance à baisser depuis une trentaine d'années mais cette diminution est moins rapide que pour les autres types d'agriculture.

L'élevage peu présent

En dehors de certaines localisations historiques, l'Ile-de-France n'est pas traditionnellement une région d'élevage (on comptait 32 500 bovins et 13 500 caprins dans toute la région en 2007). Globalement, l'élevage est en nette diminution dans la région : entre 2000 et 2007, le nombre d'exploitations a diminué de 9%. L'élevage et la pension de chevaux connaît par contre un certain succès, notamment pour le développement d'activités de loisir. Une agriculture spécialisée en difficulté

Répartition des surfaces représentées par les "grandes cultures" en Ile-de-France

SOURCE : SOLEA DRI/IdF-Paris



Une agriculture spécialisée en difficulté

Ces exploitations spécialisées (horticulture, arboriculture, maraîchage) connaissent une forte diminution : -71 % en petite couronne entre 1988 et 2003. Ainsi, le maraîchage qui était en Ile-de-France à la deuxième place en 1988 en terme de nombre d'exploitations a vu son importance s'amincir. La moitié des 350 maraîchers franciliens atteindront l'âge de la retraite dans les 5 prochaines années, libérant ainsi de nombreuses terres dont le devenir reste problématique. Les principales productions en maraîchage sont : les salades, les haricots, le persil, les radis, les choux, les oignons, le cresson... L'arboriculture connaît également de grandes difficultés : aujourd'hui, il n'y a plus que 60 arboriculteurs contre 187 en 1997.

Le cas particulier de l'agriculture biologique

L'Ile-de-France est une des régions françaises où l'agriculture biologique est la moins développée (0,8% de la SAU en 2007) C'est en grande culture et en maraîchage que l'on trouve le plus d'exploitations en agriculture biologique : respectivement 26 et 32 structures sur 84 pour toute l'Ile-de-France. Seulement 1,12 % des exploitations franciliennes sont bio, mais les maraîchers bio représentent environ 10 % des maraîchers de la Région. L'agriculture biologique est en pleine évolution : elle est passée de 350ha en 1996 à près de 4 400 hectares aujourd'hui. L'agriculture biologique constitue un enjeu fort pour le Conseil Régional qui s'est fixé pour objectif de tripler les surfaces en bio en 3 ans pour

Le contexte périurbain



R. KERSANTE / IAURIF



C. MILHAU / IAURIF

Le besoin résidentiel en Ile-de-France entraîne une consommation des espaces agricoles et naturels, non seulement pour la construction de logements, mais également pour l'ensemble des infrastructures qui leur sont attachées (réseau routier, transports, commerces, écoles...). A cela s'ajoute de façon non négligeable la mise en place d'espaces récréatifs tels que les parcs ou terrains de sport. L'urbanisation ne se réalise plus par densification dans la couronne parisienne mais par extension vers la périphérie de l'agglomération parisienne. **La ceinture verte a été particulièrement touchée par cette urbanisation** qui a concerné 22 000 ha de terres agricoles entre 1982 et 2003.

Quelques chiffres pour montrer **l'urbanisation galopante qui s'est mise en marche en Ile-de-France : de 1970 à 2000, la SAU a diminuée de 10,5%** ; dans la même période, le territoire non agricole a progressé de 43%. En 30 ans, l'agriculture francilienne s'est profondément métamorphosée et le nombre d'agriculteurs en Ile-de-France ne cesse de décroître : **disparition de la moitié des exploitations en 20 ans**. Une grande partie des terres agricoles de la petite ceinture ont été la proie de l'urbanisation lors du départ en retraite des chefs d'exploitation. Plus loin de Paris, cette diminution s'est accompagnée d'une augmentation des surfaces par exploitation.

La concurrence pour le foncier est donc rude : entre l'urbanisation qui « grignote » chaque année sur le foncier agricole et les exploitations de grandes cultures qui profitent des cessions pour s'agrandir, il n'est pas facile pour un nouvel agriculteur souhaitant s'installer de trouver les terres nécessaires. On compte aujourd'hui **50 installations aidées par an en moyenne, soit trois fois moins qu'en 1990**.

Au-delà de la pression foncière, les contraintes qui s'exercent sur l'activité agricole en zone périurbaine sont nombreuses : cloisonnement et morcellement des espaces agricoles ; dégradation des cultures ; difficulté de circulation pour les engins agricoles ; difficulté à recruter de la main d'œuvre (compétences, salaire) ; perte de lien avec la filière en amont et en aval (ex. difficulté pour faire réparer du matériel agricole, coopératives plus dispersées, disparition des abattoirs ou industries de transformation) ; populations urbaines peu tolérantes vis-à-vis de l'agriculture (odeurs, bruit, poussière...) ; nuisances liées au fonctionnement urbain (proximité des autoroutes, boues des stations d'épuration)...

Mais l'espace périurbain présente aussi des avantages, notamment en terme de débouchés : **21% des agriculteurs franciliens pratiquent la vente directe** et 22 000t de fruits et légumes sont vendus sur le Carreau des producteurs d'Ile-de-France à Buziais chaque année.



J. REGNAULT / IAURIF

Visite de Périgny sur Yerres

Nous avons été reçus par l'ancien maire de la commune, M. Lucas et un chargé de mission de la mairie, M. Levieil qui nous ont retracé l'histoire du site agricole et de sa protection jusqu'à aujourd'hui. Puis nous avons visité le domaine de St Leu avec 2 maraichers qui y sont installés. Et enfin parlé des projets en cours, notamment avec le lycée agricole de Brie-Comte-Robert et le plateau Briard.

La commune de Périgny-sur-Yerres est située au sud-est du Val de-Marne, à la limite de l'Essonne et de la Seine-et-Marne. Commune charnière entre la banlieue et les espaces ruraux briards, c'est **l'une des dernières communes rurales**, à 25 km du centre de Paris.

Dans les années 70, Périgny a été **menacée par un urbanisation massive** et a lutté pour maintenir la présence d l'agriculture au domaine Saint-Leu, domaine qui jouxte la parti urbanisée de la commune et résister aux opération immobilières qui risquaient de la dénaturer.

Ce qui, à Périgny-sur-Yerres, aurait pu apparaître à l'origine contre-courant de l'actualité, créer un espace maraîcher, est devenu un projet novateur. La politique du maire a été de maintenir la qualité du cadre rural. Soutenu par de nombreuses organisations publiques et professionnelles et grâce à de nombreux aménagements (drainage, forage) et à l'état groupé de la parcelle, **ce projet a intéressé les maraîchers expropriés de la vallée de la Marne**. Les terrains, achetés par la SAFER, ont été vendus en 1977 aux maraîchers une fois équipés, remembrés, drainés, et irrigués. **Les maraîchers ont alors investi durablement** dans leur outil de travail (par exemple, en édifiant littéralement un sol maraîcher à partir du sol initial de grande culture).

Le maire a également voulu qu'au-delà de la production légumière, cette zone maraîchère soit ouverte au public local comme lieu de récréation (aménagement d'allées bien séparées des parcelles cultivées) et lieu d'éducation (construction de bâtiments d'accueil scolaire). Un sentier d'interprétation balisé permet aux promeneurs de découvrir l'agriculture dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales. **L'originalité de ce domaine qui a vu le jour en 1977 est d'avoir cherché à concilier les exigences de la production légumière et la demande d'espaces verts des citadins.**

Aujourd'hui le domaine de St Leu couvre 86 ha, répartis en 12 lots de 5 à 7 ha exploités par 10 familles de maraîchers, un lot de 12 ha en pépinières, et 6 ha d'espaces verts et chemins.



Visite de la ferme de Toussacq

Nous avons visité la ferme avec Jean-Louis, agriculteur, Alice et Jérôme, jeunes maraichers en test sur la couveuse, Sylvain des AMAP-Ile de France qui ont lancé le projet couveuse et Valérie, salariée à Terre de Liens à qui Jean-Louis a fait appel pour le projet de transmission de sa ferme.

« Cela fait 30 ans que je suis installé sur cette ferme familiale. Mon grand-père est arrivé ici en 1920) qui a toujours été en polyculture-élevage. On est ici dans la zone de la Bassey, dans une zone facilement inondable qui faisait avant des produits laitiers (avec fabrication de fromages de Brie) et des sous-produits de la betterave sucrière. Le visage de l'agriculture a changé au fil des 30 dernières années avec une spécialisation autour des grandes cultures et des céréales et un peu de diversification (pomme de terre pour le marché du frais lavé, bulbes de fleurs, légumes de conserve).



J'ai commencé ma conversion en AB fin 2000 en plusieurs étapes pour y aller prudemment. En 2006, j'ai décidé de convertir le reste de l'exploitation car la solution mixte ne me convenait pas. En même temps, j'ai décidé de diminuer ma surface (de 150ha à 100ha) car je ne me voyais pas tout convertir en bio, parce que j'avais développé un atelier maraichage qui prenait beaucoup de temps et car la situation de trésorerie était tendue. Ici, on est limitrophe de l'Yonne et sur une zone bio ce qui donne une force.

On a toujours eu la politique d'avoir des productions assez diversifiées, j'ai toujours baigné dans cet esprit-là. Actuellement, je produis du blé, de l'épeautre, de l'avoine, de l'orge, du seigle, du sarrasin et aussi pois protéagineux, lentilles, soja, lin.

Et aussi d'aller sur des cultures ou concepts innovants. En 2005, quand les AMAP sont venues frapper à la porte car il y avait une demande importante autour de Paris. J'ai pris cette décision en accord avec mon salarié, j'ai toujours fait en sorte de trouver le moyen de valoriser cette main d'œuvre salariée, ses compétences. On fait maintenant 4 ha de maraichage.

Actuellement, travaillent sur la ferme : un salarié plein temps, une salariée (3/4 temps sur l'activité gîte et accueil groupes), 1/3 temps sur le maraichage et un maraicher installé dans les Yvelines qui vient 1 fois par semaine m'aider à l'encadrement pour la couveuse.

Depuis quelques mois, à plus de 60 ans j'ai décidé que je devais prendre ma retraite car j'ai beaucoup donné au métier et car j'ai envie de vivre autre chose. En même temps, je n'ai pas envie de laisser cet outil qu'on a construit au fil des années se dilapider dans l'agrandissement des fermes voisines car je n'ai pas d'enfant qui revienne sur la ferme. J'ai commencé à chercher des candidats. A travers les AMAP, on a vu qu'il y a énormément de clients potentiels et qu'on n'a pas de paysans en face pour produire. L'idée est venue qu'il faut qu'on trouve le moyen d'installer des paysans sur la ferme.

Il y a un système qui a été mis en place en 2003 s'appelle les couveuses d'activité : c'est un outil permet à de futurs entrepreneurs de démarrer l'entreprise. On les accompagne par des moyens formations, juridiques, de gestion à les aide prendre leur envol. Pourquoi ne pas faire ça agriculture ? On a essayé de trouver des terres reprendre pour lancer cette idée. J'avais les moyens de proposer au réseau de lancer cette expérience chez moi.

Depuis mars 2009, on accueille Alice et Jérôme pour les accompagner dans leur projet de s'installer maraicher en Ile de France. Parallèlement à ça, il faut

qu'on maintienne l'unité de la ferme (propriétaire 9ha, le reste à la famille ou extérieur qui ont tenu comme projet de vendre la terre quand j'arrête). On a une ferme qui marche bien, comment on fait pour la maintenir. On s'est tournés vers Terre de Liens pour trouver un moyen de racheter ces terres. On a lancé un appel à candidature via le RDI pour voir quels candidats potentiels pour se lancer dans l'aventure. Petit à petit, on a trouvé des gens ouverts à un projet d'installation collective. Reste à trouver quel genre de société (EARL, GAEC, SCOP) permette de le faire souplesse. On est en train de bâtir tout ça.

J'ai toujours cherché à avancer plus dans mes projets, dans ce que j'avais envie de vivre. A l'approche de la retraite, on peut se demander pourquoi je m'embête avec tout ça. J'ai toujours milité dans le développement agricole. Au sein du groupe d'agriculteurs du canton, on a beaucoup réfléchi sur l'alimentation. Ici, dans les chambres d'hôte qu'on a mis en place il y a 10 ans nous ont aidés à cette réflexion. Quand les AMAP sont venues me voir, cela allait dans



Les Champs des Possibles Couveuse d'activités agricoles et rurales



La couveuse d'activités agricoles et rurales *Les Champs des Possibles*, mise en œuvre en 2009 par le réseau des AMAP d'Ile de France, a pour objet d'accompagner des porteurs de projet agricoles dans leur parcours de création d'activité agricole (biologique et en AMAP) sur le territoire régional. 3 groupes AMAP ont à ce jour contractualisé avec la couveuse. Son objectif est de faciliter l'installation de nouveaux actifs agricoles en Ile de France et de sécuriser les parcours d'installation en agriculture biologique et en AMAP.

Un parcours d'accompagnement :

- mise à disposition d'un **statut** (CAE puis CAPE) permettant de vivre de sa production avant la création effective de l'activité et offrant une couverture sociale complète,
- accompagnement renforcé – individuel et collectif - (**suivi technique, accompagnement en comptabilité-gestion, travail sur le projet de vie et projet professionnel, formations diverses...**),
- mise en relation avec un ou des **groupes de consom'acteurs** « orphelins de producteurs »,
- insertion dans le **milieu socio-professionnel local**,
- **préparation de la future installation** (recherche de terres, montage des prévisionnels économiques....)

Tout au long du parcours le projet personnel est **testé** par la personne accueillie et **mis à l'épreuve des réalités du terrain** (adéquation avec la vie familiale, capacité physique, etc.). L'installation agricole, même si elle est recherchée, n'est donc **pas la seule issue possible du parcours**, une réorientation assumée valant mieux qu'une création d'activité subie.

Fonctionnement de la couveuse :

Différents projets de couveuse se mettent en place en France en ce moment. Chacun sur un territoire particulier et avec des acteurs différents. En Ile-de-France, il y a un vrai manque de paysans bio : l'outil couveuse n'est pas pour tester une idée (on prend des personnes qui ont déjà une formation agricole et qui sont proches de l'installation). On a choisi de limiter les risques pris par les couvés et de lancer un projet collectif et pas individuel.

On s'est lancé sans que tout soit bien réglé (statuts...) pour ne pas rater une année de production.. Pour faire ce travail, on s'est appuyé sur AS77 (centre de gestion agréé) qui nous aide à construire les articulations juridiques et fiscales entre la ferme et la couveuse. Les autres partenaires sont le pôle emploi, l'ARASEA...

On a mis en place des contrats CAE puis CAPE (contrat d'appui au projet d'entreprise) qui est un contrat créé pour reconnaître le statut d'entrepreneur à l'essai et qui permet de garder son statut antérieur tout en menant une activité économique.

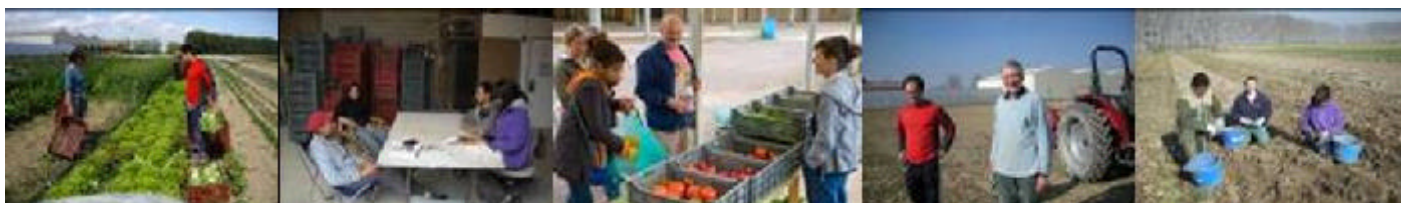
Avis d'une « couvée » :

« Je me suis installée en couveuse car j'ai voulu tester mon projet pour ne pas fonder la tête dans le guidon, je n'étais pas très sûre de moi. Cela m'apporte beaucoup de travailler en collectif mais par contre, j'aimerais maintenant bien savoir de quoi je suis réellement capable, si je suis capable de maîtriser le métier de 1 à Z, d'être autonome. On est déjà dans une certaine autonomie (on discuté ensemble des décisions), on gère la distribution en AMAP. Humainement, on a beaucoup appris ».

Perspectives :

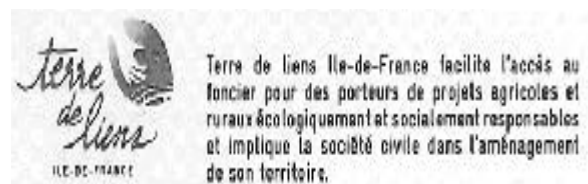
- Mise en place d'un comité de pilotage régional avec acteurs institutionnels et professionnels de l'emploi et l'installation agricole
- 3 sites pour accueillir les porteurs de projet (6) en 201 en maraîchage, élevage, arboriculture, grandes cultures boulangerie
- Rachat de l'exploitation de Villenauxe-la-Petite en 201
- Création d'une Coopérative d'Activités et d'Emploi pour accueillir les anciens-couvés dans un cadre coopératif « d'entrepreneurs salariés »

Plus d'infos : sylvain@amap-idf.org ; 06 21 30 57 49



Actions de l'association Terre de Liens

L'association Terre de Liens est issue de plusieurs mouvements : éducation populaire, création d'activité en milieu rural, agriculture biologique et biodynamique, finance solidaire. Valérie, salariée de l'antenne Ile-de-France, nous présente son fonctionnement et son rôle dans la transmission de la ferme de Toussacq.



Terre de Liens Ile-de-France facilite l'accès au foncier pour des porteurs de projets agricoles et ruraux écologiquement et socialement responsables et implique la société civile dans l'aménagement de son territoire.

Région agricole et naturelle sur 80% de son territoire, l'Ile-de-France subit une forte pression foncière liée notamment à l'urbanisation.

Pourtant, des porteurs de projet souhaitent s'y établir pour vivre de l'agriculture. Appuyer leur installation est un moyen de répondre à la demande croissante de produits de proximité et de qualité et de lier des liens entre villes et campagnes transiliennes.

Coordonnées Ile-de-France

Valérie ROSENWALD

26 rue Broubourg
75003 Paris

Tél. 01 42 77 49 34

Courriel : val@terredeliens.org

L'association Terre de Liens propose de changer notre rapport à la terre, à l'agriculture, à l'alimentation et à la nature. Elle rassemble des hommes et des femmes qui œuvrent en faveur de l'accès collectif et solidaire à la terre pour une agriculture socialement responsable et écologiquement durable.



Elle anime et coordonne un réseau d'antennes et d'associations qui permet aux adhérents de s'impliquer localement.

Terre de Liens est actuellement présente dans 14 régions : Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Franche-Comté, Haute-Normandie, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes.

Les actions de Terre de Liens

- Accompagner les porteurs de projet dans leurs démarches d'accès collectif au foncier : plus de 250 projets ont déjà été accompagnés techniquement et juridiquement.
- Susciter une implication forte de la société civile : sensibilisation, information et formation, collecte d'épargne et de dons, etc.
- Participer au fonctionnement des structures financières du mouvement qui sont le Foncier et le Fonds Terre de Liens.
- Interpeller les acteurs politiques, syndicaux et associatifs pour replacer la gestion du foncier au cœur de leurs préoccupations.

Le projet de Terre de Liens repose sur des valeurs synthétisées par une charte consultable sur www.terredeliens.org.

Le mouvement Terre de Liens

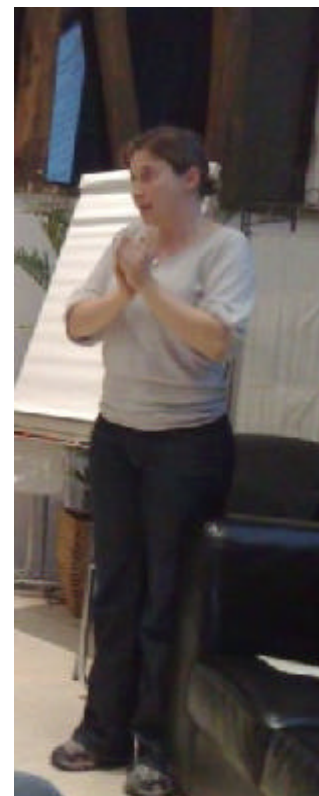
rassemble des hommes et des femmes qui œuvrent en faveur de l'accès collectif et solidaire à la terre, au sein de différentes structures :

• LES ASSOCIATIONS LOCALES
de Terre de Liens œuvrent sur le terrain des territoires en agissant au quotidien pour que la terre de Liens devienne accessible.

• L'ASSOCIATION NATIONALE
Terre de Liens coordonne l'ensemble du mouvement, assure sa cohésion et son action globale dans le respect de sa charte.

• LA FONCIÈRE TERRE DE LIENS
regroupe des territoires solidaires qui permettent l'acquisition de terres et l'installation des paysans.

• LE FONDS TERRE DE LIENS
regroupe des dons, échanges et des terres de donataires afin de permettre à la fois l'accès à la terre et la transmission de la terre.



Dans le cas de Toussacq, il s'agit de la transmission d'un outil de travail avec la volonté de maintenir l'unité de la ferme. Terre de Liens travaille sur ce projet collectif de transmission avec Jean-Louis, l'agriculteur qui va partir à la retraite, plusieurs repreneurs potentiels (maraichers, éleveuse de chèvres, paysan boulanger, éleveur de mouton...) et la couveuse d'activités agricoles.

Formation « de l'idée au projet »

Cette formation a été réalisée en 2008-2009 par Terre de Liens, les AMAP-IDF, l'Afocg du Loiret, l'AFIP, et le GAB pour accompagner des porteurs de projets franciliens.

Cette formation a été réalisée sous forme de plusieurs sessions qui abordaient chacune un thème :

- Journée d'accueil: définition des objectifs des participants, règles de fonctionnement du groupe et présentation du projet

Outils utilisés:

- « la tante Germaine » qui permet au porteur de projet de parler de lui à la 3e personne ?
« Vous êtes l'oncle Paul et vous rencontrez la tante Germaine (l'animateur) lors d'un repas et celle-ci vous demande ce que devient votre neveu (porteur de projet)
- « la grande lessive » : représenter par un dessin votre vision du projet. Puis on étend toutes les feuilles sur un fil à linge et chacun s'exprime sur son projet
- Repérer et nommer ses compétences (travail en binôme : décryptage d'expériences)
- Préparer et anticiper la gestion du temps (journée et semaine type). Étape qui n'a pas bien marché car les projets n'étaient pas encore assez avancés pour la plupart
- Visite d'expériences : présentation de l'exploitation et retour en salle (de quoi j'ai besoin pour mon projet, pour le faire fonctionner...)
- Connaître son territoire : identifier les possibilités de développement, les partenaires, les fournisseurs, les clients, identifier les besoins
- Le foncier : problématique foncière, acteurs du foncier, les différentes formes d'acquisition
- Entreprendre collectivement: ex. des couveuses agricoles
- Comment trouver son financement? Aides à l'installation, subventions régionales...
- Approche économique et financière : construire un budget prévisionnel, plan d'investissement, de financement

Témoignage d'Alice qui a suivi cette formation :

« C'était bien de se poser des questions sur ce qu'on pouvait trouver sur un territoire donné, comment avancer dans son projet, savoir qui contacter... La formation m'a permis de mettre les choses au clair, de classer et de me forcer à écrire mon projet. Quand j'ai un dossier à faire, j'ai tous les documents dans ma pochette. Le fait de parler et de connaître les projets des autres m'a permis de prendre du recul, de me poser d'autres questions et de me rendre compte des problèmes dans mon projet (comment mener un projet collectif) ».

Avis des formateurs :

Cette formation s'adressait à des gens qui avaient un projet d'installation agricole, certains étaient très loin du projet. L'idée est d'améliorer la formation l'année prochaine en séparant le public : des personnes assez éloignées de l'installation et celles qui sont plus avancées dans leur projet.

Formation « Calcul des coûts de revient »

Formation réalisée par l'Afocg du Loiret avec des maraîchers qui commercialisent en AMAP.



Témoignage de Claude-Eve, agricultrice qui a suivi la formation:

« Quand on est confrontés aux consommateurs ils nous posent la question du prix du panier pourquoi y a-t-il une différence avec les prix Rungis ou des magasins bios. Dans notre région il y avait une grande disparité de prix entre producteurs AMAP et nous voulions avoir une certaine transparence. »

Connaître ses prix de revient pour vivre de son métier

Le contexte

- Des producteurs travaillent ensemble (échange, commercialisation, approvisionnement d'AMAP) d'Est en Ouest du Loiret.
- Points communs : commercialisation en AMAP en partie, parfois ensemble sur même AMAP.
- Les consommateurs veulent comprendre comment se fait le prix.
- Souci d'une forme de transparence de la part des producteurs vis-à-vis des consommateurs.

La demande

- Disparité des prix pratiqués
- Des débats entre producteurs autour du prix



Besoin d'un voir plus clair sur les coûts de production d'une part sur le prix de vente d'autre part

Un peu d'histoire...

- Fin 2006 : une première formation
 - poser les questions, les préoccupations
 - problème de méthodes pour la répartition des charges de structure
 - constat de nécessité de prise en compte des éléments liés aux temps de travail
 - choix des productions
 - répartition des productions entre producteurs : chacun s'engage à noter ses temps de travail

Novembre 2007 : formation régionale organisée par Bio Centre

Intervenant du GAB29

Fédération en de sa méthode

Puis fin 2007 - début 2008 : démarrage de la formation

=> Objectifs : - s'approprier la méthode

- connaître ses coûts de revient et définir ses prix de vente qui soient des repères

=> Déroulé : - présentation des éléments de l'enquête sur le temps de travail et sur la durabilité en maraîchage bio dans la GAB29

- présentation de la méthode et validation par le groupe

Les temps de travaux

Difficultés de les chiffrer :

liées au rapport au travail
temps efficace ?
définition de ce que l'on retient
rythme de travail

Difficultés à prendre en compte les caractéristiques personnelles :

rythme de travail, pauses
structure des exploitations (éloignement)
choix techniques
aménagement maison/structure

Conclusion : comment bien travailler pour bien durer ?

Bien réfléchir son organisation

- Mise en place des rotations
- Étalement des plantations et travaux
- Choix du mode de vente : marchés (date et distance), paniers (date et lieu de dépôt)

Travail et pénibilité

- Moins travailler pour le même revenu
- Mieux travailler : ergonomie

La méthode pour un calcul « coût bord de champ »

Déroulé de l'acte de production :

Mise en place
Enfouissement
Récolte
Nettoyage du champ

Tableau

- Charges engagées
- Temps passé salarié
- Temps passé exploitant
- Temps passé tracteur (- puissance)
- Temps passé matériel
- Valeurs d'amortissement des structures

La méthode

- Sources d'informations :
 - Recensement des coûts de revient et d'entretien
 - Factures
 - Comptabilité et état des immobilisations
 - Notation des temps de travail par les producteurs (1 producteur/1 production)
- De manière pratique :
 - Élaboration du coût d'une production avec un producteur
 - Discussion et ajustement éventuel du temps de travail

Le temps de travail non affectable

Consommer le tiers d'œuvre, l'ensemble du GAB 20 indique que 32 % du temps de l'agriculteur n'est pas directement affectable à la production (temps de formation, administratif, relation clientèle, entretien du matériel...). Aussi, la répartition de la main d'œuvre nécessite dans le calcul du coût de production "Bord de champ" de verser à l'apport le tiers de 30 % (= 32 % arrondi) pour prendre en compte ce temps non affectable.

Coût de main d'œuvre

- Salaire brut annuel + cotisations sociales patronales + charges opérationnelles de la production

Production

- entretien matériel
- Fuel
- Amortissement annuel

1 ETP SMIC annuel 19000

8000 charges opérationnelles
23000 + 10 % pour couvrir charges de structure
25300 €

à en retenir avec les semences de l'année (47000), la suppléant de 47000 € d'œuvre qui doit rembourser la somme de 23000 € ce qui correspond à 44 jours à 12 € supplémentaires à produire pour couvrir la main d'œuvre.

Éléments non chiffrables du coût de l'embauche

- Pénalités
- Efficacité d'être à plusieurs
- Relation humaine (il ne peut travailler seul)
- Le salaire pour faire du travail d'embauche sur les parcelles travaillées
- Pénalité à l'annulation du temps de travail

Ce que cette formation a permis...

Pour le groupe

- de discuter de méthode de travail et d'organisation
- de comparer des techniques
- de comparer les prix des apports
- d'échanger sur les choix de chacun, en lien avec leurs valeurs

Ce que cette formation a permis...

Pour chacun

- de disposer d'un outil adaptable aux besoins et au contexte
- d'avoir un repère de coût de revient
- de pouvoir expliquer aux embaucheurs de quoi est fait le prix

... et depuis ...

Avec les agriculteurs

- démarche au point de revenu : analyse de certains postes de charge (p. ex. : engrais, produits phytosanitaires, produits vétérinaires, produits vétérinaires, produits vétérinaires)

et ensuite :

- poursuivre sur d'autres productions
- faire le point sur la commercialisation en AMAP et les temps induits

Se former : prendre la parole devant un groupe

Pourquoi ?

- prendre l'aisance pour argumenter devant les embaucheurs : questions autour des coûts de production notamment
- pour négocier entre producteurs dans la définition du prix

Ce que cette formation m'a apporté

Avant, je mettais 3 jours à me remettre des discussions,

Maintenant, je mets 2 heures.

Après, je ressens le besoin d'aller plus loin, pour être moins déstabilisée.

AFOCG 45

Fiche de calcul de coût de revient - Productions maraîchères

Nom du producteur : C

Culture : Poireaux Surface : 500 m² Vol. récolté : 1,5 T Rendement : 3 T/ha Année de récolte : 2007 Date : 26/11/07

Charges Opérationnelles				175,40	Temps de travail		Temps MO	Tract. 120 CV	Tract. 80 CV	Tract. 50 CV
Plant (pour 6 000 repiqués, 10 000 semis)				30,00	Mise en place		25,00			
Compost 20 €/T*2 T				40,00	Labour		0,50			0,50
Guano sur 3000 plants				10,00	Herse		0,50			0,50
Voile 170 m² sur semis				20,40	Epannage guano		1,00			1,00
500 m² sur plantation				30,00	Semis		1,00			
Eau				15,00	Désherbage manuel		2,00			
					Arrachage-Préparation plant (taille radines et feuilles)		10,00			
					Plantation		10,00			
Charges de mécanisation				120,05						
Matériel de traction				113,47	Entretien		27,00			
Tracteur 130 CV				0,00	Binage		16,00			5,00
Tracteur 80 CV				0,00	Butlage		4,00			
Tracteur 60 CV				42,91	Pose voile+guano		5,00			
				0,00	Arrosage plantation		2,00			
Consom fuel kg/CV/h					Récolte		68,00			
Puiss.(CV)					Arrachage (bêche) 22 kh/h		68,00			
Prix au l										
Temps (h)										
0,2*0 130,00 0,80 0,00 0,00										
0,2*0 80,00 0,80 0,00 0,00										
0,2*0 60,00 0,80 7,00 70,56										
Outils				8,58	Stockage		0,00			
Charrue 2 socs				1,75						
Herse				0,25						
Binage				0,40						
Epanneur 4.18 €/h				4,18	Nettoyage terrain		0,00			
				0,00						
				0,00						
				0,00	TOTAL		120,00	0,00	0,00	7,00
				0,00	84,74%	Main d'œuvre 14 €/h	1680,00	Soit Coût prod"/l'ord de champ*		1982,45
				0,00	15,26%	Ch.Tot.Engagées	302,45			
				0,00	Soit au kilo		1,32	Soit au m²		3,98
					Si marge sur vente		30%	Soit au kilo		1,72
Autres Charges de structure affectables				7,00	et marge exploitation		30%	Soit au kilo		2,23
Loyer				7,00						

Initiative « Paniers Val de Loire »

Témoignage de Vincent, maraicher et trésorier de la structure Val Bio Centre (et administrateur à l'InterAfocg) qui livre des paniers sur Orléans et Paris, appelés paniers du Val de Loire.

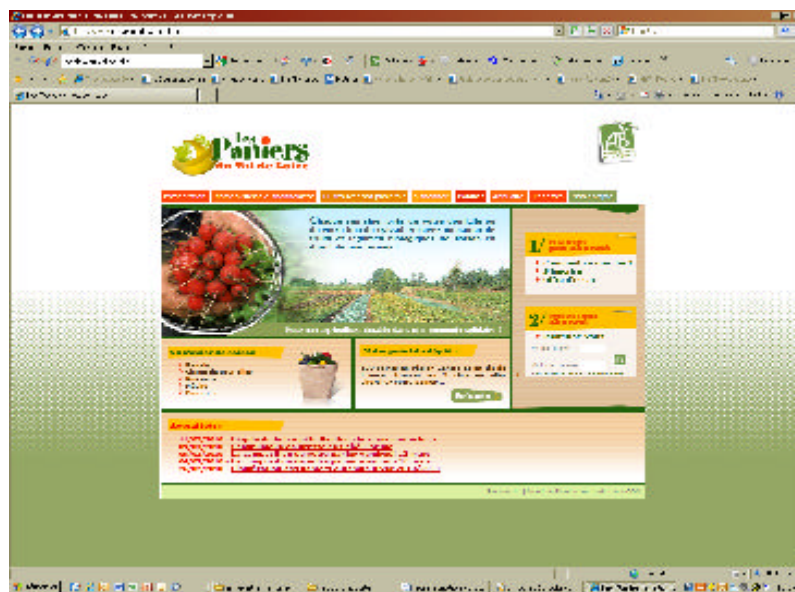
« Suite à l'AG de l'interprofession bio dans la région Centre en 2000 où nous producteurs nous avons identifié un potentiel de production en région et une demande de produits bios non satisfaite, nous nous sommes posés la question de créer une structure qui fasse la commercialisation de nos produits. On s'est regroupé autour d'une association et on a rencontré le réseau Biocoop qui nous semblait un réseau pertinent. En juin 2003, nous avons fait le constat que ce n'était pas rentable et on a tout arrêté.

Dans le groupe de producteurs, il y avait des jardins de Cocagne (jardins d'insertion qui vendent des paniers bios) qui avaient un point de dépôt de paniers sur Paris. Et on a décidé de tenter cette piste. Fin 2003, on a livré 23 paniers à Paris, à 120km de chez nous. Ça a très bien fonctionné vu que fin 2004, on était à 400 paniers ; fin 2005 à 750 et aujourd'hui à 2500 paniers par semaine (500 à Orléans et 1500 à Paris) dans différents points de dépôt bénévoles (associations, magasins, lieux ouverts...). On livre 48 semaines par an donc ça représente des volumes importants. On est aujourd'hui à 1 million de chiffre d'affaire, ce qui n'est pas évident. Il y a 35 producteurs dont 5 jardins de Cocagne, un lycée agricole et un ESAT. On a une charte éthique (solidarité, engagement à faire vivre l'association et rencontre annuelle avec les consommateurs sur une des fermes et de temps en temps sur les points de dépôt, obligation de ne pas tout vendre aux Paniers Val de Loire pour diversifier ses débouchés...) pour mettre certaines conditions à l'entrée de nouveaux producteurs.

Les producteurs amènent les produits à Blois et les paniers sont constitués par une association d'insertion. La distribution se fait par cette structure sur Orléans et par une structure d'insertion qui se trouve à Choisy-le-Roi qu'on a créée et qui ne fait que la distribution.

Cela nous permet de dimensionner le système, avec de souplesse vu qu'on a 90 points de dépôt en attente. Le suivi administratif est très lourd car il faut gérer 2500 comptes clients (les gens s'abonnent et paient à l'avance en ligne). Cela représente un temps plein et demi.

On travaille aussi sur la planification de la production car 2500 paniers par semaine, cela représente environ 10t de légumes. On organise la production à l'avance pour être sûr de pouvoir remplir les paniers. Je sais presque un an à l'avance ce que je dois produire, quelle quantité et à quel prix. Cela nous offre la garantie de vendre nos produits.



On n'a pas l'ambition de grandir trop vite (on a évalué masse critique à 4500 paniers pour être complètement indépendants des aides publiques), on grandit de 500 paniers par an uniquement de bouche-à-oreille. Cela nous permet d'ouvrir les portes à de nouveaux producteurs et d'aider la sécurisation de nouveaux installés. Nous sommes engagés avec le projet couveuse avec le lycée agricole de Blois. Notre objectif est que d'autres structures de ce type créent plutôt que de se développer.

Nos paniers coûtent en moyenne 13 euros, il y a entre 6 et 7€ de marchandise, 3€ de logistique, 2€ de fonctionnement administratif et 1€ de « bénéfice/ investissement ». Notre objectif n'est pas de faire du bénéfice mais bien de rémunérer les producteurs qui gèrent cette structure pour leur travail. On fait des enquêtes de satisfaction qui ont un bon retour. Le turn-over des consommateurs est faible. Les gens soutiennent une démarche sociale (structure d'insertion) et le fait que des producteurs puissent vivre de leur métier. Chaque semaine, il y a un mot dans le panier expliquant ce qu'il y a dedans, une recette et une décomposition du prix.

Se fédérer en groupe (structure Val Bio Centre) nous a permis d'avoir accès à des financements publics comme l'aide régionale sur des serres performantes (chaque producteur n'aurait pas forcément pu négocier un emprunt).

Mercredi 18 novembre

L'accompagnement créatif au changement

Extrait d'un article de la MSA suite à cette journée:

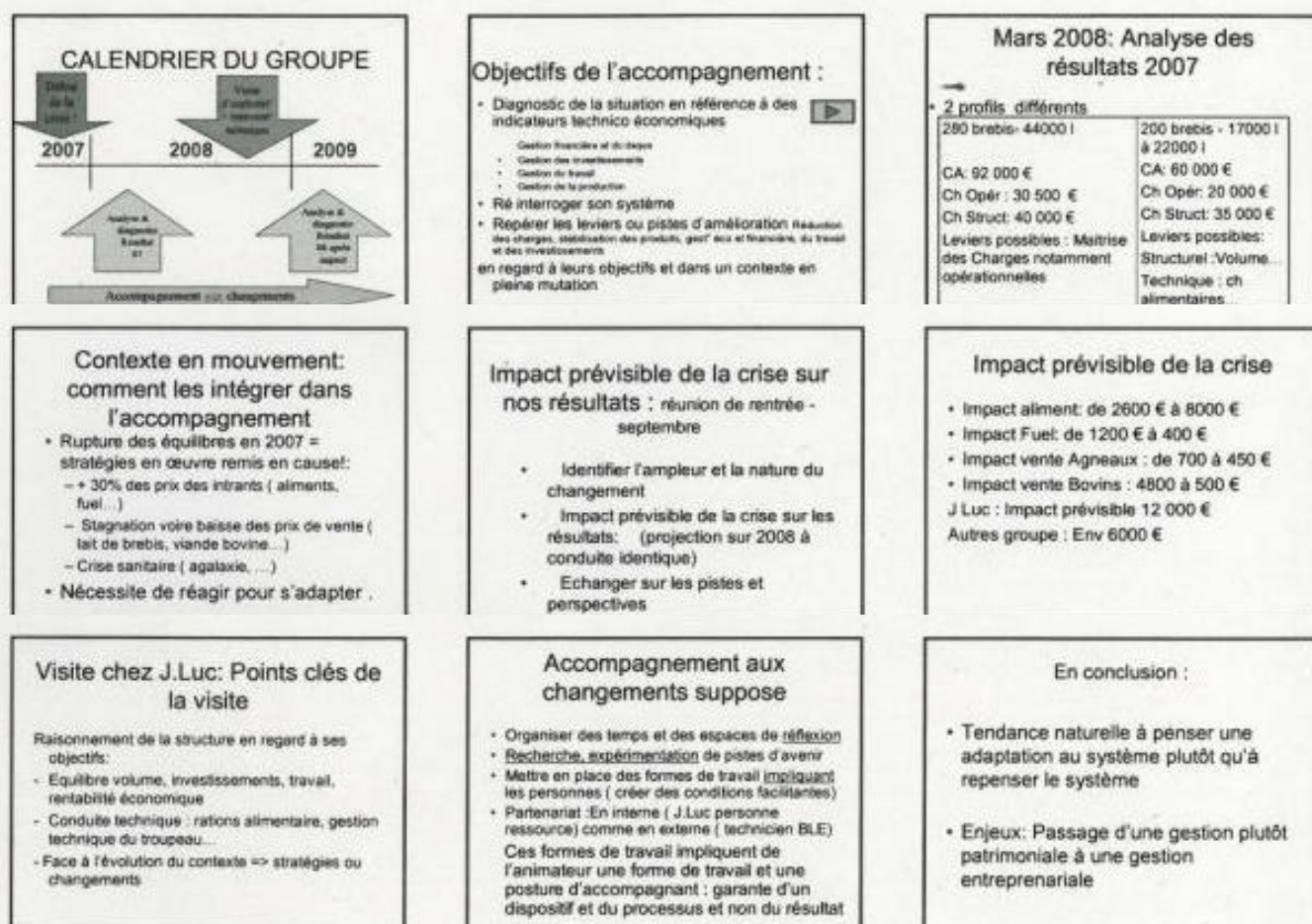
« Des crises, l'agriculture en a toujours connu. On n'aime pas en parler, mais il faut agir, disent les participants de ce colloque organisé par l'InterAfocg. D'emblée, le débat met l'accent sur l'important du regard que l'on porte envers une situation. Celle-ci doit être relativisée dans la mesure où tout le monde, à notre époque, peut la subir.

Mais elle constitue aussi un changement qui peut être un moteur pour inventer des solutions nouvelles. Aussi, les organisateurs prennent le parti d'accoler à ce mot celui de créativité. »



Témoignage « accompagnement face au changement »

Pour Jean-Luc, éleveur dans le Pays-Basque, il est important que les exploitants s'investissent dans le domaine de la gestion, qu'ils remettent en cause leurs pratiques et leurs raisonnements, afin de pouvoir trouver des pistes d'avenir. Cela peut se faire collectivement, car la prévention de la crise passe aussi par la rupture de l'isolement.



Jean-Luc élève des brebis laitières avec quelques bovins viande dans le Pays-Basque. Dans un contexte économique changeant, il a dû repenser son système.

« En 2007, on a vu le prix des intrants augmenter de plus de 30% avec en même temps une diminution du prix de vente des bovins viande. En 2008 la situation de crise s'est encore aggravée. Avec 250 brebis laitières en AOC Ossau Iraty, j'avais une certaine marge de manœuvre mais, dans ce contexte changeant, pour atteindre mes objectifs de vie, faire du revenu sans travailler tout le temps, je devais revoir mon système de production. Au printemps 2008, je me suis engagé dans la formation «l'accompagnement dans le cadre du changement» que proposait l'Afag Pays-Basque. En groupe (d'éleveurs en ovin lait), il s'agissait, au-delà d'un simple état des lieux, de se projeter dans l'avenir pour arriver à réagir face à une situation économique de plus en plus difficile, en remettant en question nos pratiques et notre raisonnement. Après un diagnostic technico-économique de nos situations

Faire le deuil de la stabilité

se de mes charges opérationnelles pouvait être un levier d'amélioration. L'intervention d'un technicien extérieur m'a aussi permis de modifier la conduite du troupeau par ajustement des rations alimentaires. Des visites chez les différents membres du groupe nous ont permis de voir ce que les autres faisaient et de réfléchir à nos systèmes, sans considérer qu'il existe un modèle à suivre.

En septembre 2008, j'ai réalisé une estimation de l'impact prévisible de la crise sur mon résultat et cela a été un petit choc (baisse du revenu annuel estimée à 12 000 euros!). La crise oblige à se poser des questions qu'on ne se serait pas posées autrement... En AOC, les quotas sont loin d'être atteints; l'augmentation de la production reste un moyen de se rapprocher de l'équilibre.

beaucoup la charge de travail. C'est l'option que j'ai choisie en augmentant mon troupeau de 30 brebis mais en divisant mon troupeau de bovins viande par deux, cet atelier étant beaucoup moins rémunérateur. Cela a permis de diminuer mon chargement sur l'exploitation et du coup, d'augmenter l'autonomie fourragère. J'ai aussi des projets de mise en place d'une fumière couverte afin de mieux valoriser mon fumier... Dans notre domaine, les marges de manœuvre se situent plus au niveau de l'exploitation qu'en amont ou en aval et travailler en groupe est important car, dans la difficulté, l'isolement est souvent un réflexe. Il s'agit de rester ouvert et de ne pas juger car si nos systèmes sont différents, les situations vécues ne le sont pas tant que ça. »

Pour accompagner des agriculteurs, les Afocg proposent de s'interroger collectivement sur les différentes dimensions de leur parcours. Exemple au Pays-Basque.



Recréer son avenir en groupe

Les éleveurs de bovins, en particulier de bovins allaitants, subissent régulièrement des crises. Les problèmes sanitaires, comme récemment avec la fièvre catarrhale et ses conséquences sur les marchés de la viande (mévente), la variabilité du prix des intrants (+30% en 2008), le renforcement des contraintes réglementaires (mise aux normes, conditionnalité...) viennent entailler leurs résultats et par répercussion leurs revenus. Afin d'aider un groupe d'éleveurs à mieux aborder ces situations, l'Afocg du Pays-Basque a organisé une formation collective durant l'été 2009. Dans ce type de rencontre, les participants sont invités à formuler leurs ressentis par rapport aux crises qu'ils traversent et à classer les éléments selon trois niveaux : le contexte et son évolution; l'exploitation et ses marges de manœuvre; l'exploitant dans sa cellule familiale, avec ses objectifs et ses besoins. Des questions les plus communes sur le contexte

terme de satisfaction, de travail et de revenu et ce, à partir de la question : « comment je vis cette crise ? Est-ce que je me vois encore dans ce métier ? Ou comment est-ce que je me vois changer ? ».

Quatre niveaux de changements, qui renvoient à des mobilisations de ressources très différentes, sont envisagés. Un premier scénario, celui de l'« optimisation », correspond à un ajustement du système actuel. Dans le groupe, certains éleveurs pratiquant la vente directe de viande en caisse ont ainsi envisagé une répercussion de l'augmentation des

des ressources et savoir-faire. Un éleveur du groupe a par exemple redéfini son projet de conversion à l'agriculture biologique. Enfin, quand la situation est trop bloquée pour que l'éleveur entrevoie une solution, c'est le scénario « créatif » qui est envisagé. Ici, la crise remet en cause plus profondément le système dans son ensemble, y compris les choix personnels. Ainsi, pour deux participants à la formation qui ne voyaient aucune possibilité de changement, du fait de leur situation personnelle (proximité de la retraite, pas de main d'œuvre mobilisable...), le processus de changement était à envisager sur la durée.

Au-delà de l'échange qui permet de relativiser, les participants à ces formations perçoivent que même si leurs situations ne sont pas brillantes c'est à chacun de trouver ce qui lui conviendra le mieux en terme de levier à actionner. L'enjeu de cet accompagnement créatif, dont certains des outils clés ont ici été présentes, est de créer un espace de réflexion qui permette à chacun de penser la crise, passer dans la crise (faire face à l'urgence) et se penser dans la crise (prendre conscience de ce qui se passe pour soi). Il semblerait que cette étape soit nécessaire au passage à l'action et donc au choix, c'est-à-dire la possibilité d'adopter une posture active pour imaginer ce que demain peut être.

« Et moi, dans tout ça, où j'en suis ? »

économique, sanitaire ou réglementaire, la réflexion passe à l'analyse de la situation sur l'exploitation pour terminer par le questionnement de l'individu : « et moi, dans tout ça, où j'en suis ? » Avec le souci permanent de privilégier l'individu, l'association propose d'ajouter aux diagnostics classiques des éléments concernant la vie personnelle ou familiale de l'agriculteur(-trice). Une prise de distance avec la dimension professionnelle de son parcours permet par la même occasion de dédramatiser les crises et de réinterroger ses priorités. Au niveau de la personne ou de la cellule familiale, l'idée est de (re)positionner ses objectifs en

charges sur les prix de vente et/ou un engraissement plus long de leurs animaux permettant un allongement des carcasses, tout en informant en parallèle leurs clients. L'option suivante consiste à ne pas remettre en cause le projet agricole en cours mais lui fait prendre de l'ampleur. Par exemple, un éleveur qui vendait une partie de ses produits en vente directe, a décidé d'étendre ce mode de commercialisation à l'ensemble de sa production. Lorsque la situation existante est jugée non satisfaisante, le système en place doit en revanche être repensé : il faut alors réfléchir à un nouveau projet. Celui-ci touche à l'ensemble

■ RESEAU INTERAFOCG

L'accompagnement aux familles agricoles réalisé par notre partenaire allemand

Un groupe de 30 agriculteurs et animateurs-formateurs des Afocg s'est rendu en Allemagne en octobre 2009 pour découvrir le travail des services d'accompagnement aux familles agricoles en difficulté. Matthieu, viticulteur qui a participé à cet échange, Mickaël, accompagnateur allemand et Hans, psychologue qui accompagne le réseau BAG sont venus témoigner de ces 4 jours d'échange entre le réseau des Afocg et la BAG.

Visites



Associer l'ensemble des personnes concernées pour résoudre des problèmes soulevés par un individu est une démarche d'accompagnement originale proposée par la BAG¹.

L'accompagnement de familles agricoles en Allemagne

Les agriculteurs font appel à la BAG, association allemande qui fédère des services d'accompagnement aux familles agricoles en difficulté, quand ils rencontrent des problèmes d'ordre familial, économique ou de gestion de l'exploitation. Son fonctionnement, associant salariés et bénévoles, est assez proche de celui de Solidarité Paysan en France. La particularité de l'approche développée par la BAG réside dans le fait qu'à partir d'une sollicitation individuelle d'agriculteurs vivant une situation familiale critique (dans leur couple, avec un enfant, un parent, un associé...), l'association allemande propose un système intégrant l'ensemble des personnes concernées par la situation problématique. Ainsi lors du processus d'écoute ou d'accompagnement mis en place, parents, conjoints, enfants..., sont associés à la démarche avec le demandeur individuel. L'accueil et l'accompagnement peuvent se faire au téléphone ou par entretiens physiques, les processus n'ayant pas de durée fixe a priori. Dans cette approche, que l'on retrouve dans d'autres réseaux, la personne, et non l'entreprise ou le projet, est placée au centre de l'accompagnement;

une grande importance est accordée au travail sur le vécu de crise et le contexte propre à chaque individu.

Ce sont les personnes en difficulté qui prennent l'initiative de contacter la BAG où ils sont écoutés dans un cadre qui garantit l'anonymat et la confidentialité. Pour réaliser ce travail, le conseiller de la BAG bénéficie de l'aide d'une équipe de bénévoles qui ont des compétences multiples et complémentaires (ingénieur agronome, spécialiste en économie rurale, expert financier, notaire...). Cette équipe peut se réunir plusieurs fois par an pour discuter de situations pour lesquelles le conseiller a l'impression qu'il lui manque une clé pour avancer dans l'accompagnement. Les questions posées par les bénévoles aident le conseiller à prendre du recul et à entrevoir des pistes pour continuer l'accompagnement.

CRÉER L'ESPACE DE LA RÉFLEXION

Installé depuis vingt-cinq ans sur une ferme située dans le Land de Baden-Württemberg, un couple d'éleveurs caprins a fait appel à la

BAG. Aujourd'hui, avec leurs 90 chèvres, ils ont un atelier de production fromagère, vendent sur les marchés et dans leur magasin de produits artisanaux. Mais il y a quelques années, ce couple a traversé une période difficile en raison d'une surcharge de travail notable pour un revenu insuffisant. Ils retiennent de leur expérience avec la BAG que « l'écoute tranquille et la discussion cadrée par le conseiller, qui avait un regard extérieur sur notre situation, nous a permis de réfléchir calmement aux problèmes pour prendre nos propres décisions. Ce qui a été positif, c'est d'avoir un temps d'échange sans que le conseiller ne vienne nous écraser avec une masse de solutions. » Même les projets humains les plus forts peuvent être rattrapés par la réalité économique et c'est alors un système complexe qu'il faut repenser, à plusieurs.

■ **RESEAU INTERAFOCG**

¹ - La Bundesarbeitsgemeinschaft für der Landwirtschaftlichen Familienberatungen und Sonstige (BAG) existe depuis 1988 et compte, en Allemagne, 22 organisations membres.

Témoignage « réagir face à la crise »

« Je m'appelle Catherine Jean. Mon mari et moi sommes viticulteurs à Ste Foy La Longue, petit village de Gironde. Nous travaillons sur 32 ha de vigne AOC bordeaux. Nous avons employé jusqu'à 4 personnes (3 saisonniers et 1 permanent). Mais début 2006, face à la baisse des prix et des rendements autorisés du Bordeaux, nous avons dû licencier une saisonnière, ce qui a entraîné des tensions avec les employés restants car il faisaient partie de la même famille.

? La crise se manifeste à différents niveaux : le contexte économique, au niveau de l'exploitation, de la famille, et de la confiance en soi.

De plus une partie de la récolte 2006 a été déclassée en vin de table (700hl sur 1200).

Nous avons déjà ressenti le licenciement comme un échec du à une mauvaise gestion de notre part et nous faisons un mauvais produit.

Nous doutions de nous, de notre savoir faire, de notre capacité à gérer notre exploitation.

Comment tenir économiquement avec la moitié de la récolte payée 270€ le tonneau au lieu de 950€ ?

? Face à cette crise, on doute de soi : c'était de notre faute si rien ne marchait...

A ce moment, notre fille unique Gaëlle passait un BPREA élevage équin pour s'installer. Mais les conflits entre père et fille n'ont pas permis l'installation et Gaëlle était trop jeune. Elle est venue avec moi à la formation « installation et transmission ». ça nous a permis d'y voir plus clair et de laisser du temps à chaque membre de la famille pour savoir exactement ce que chacun attendait des autres. Nous avons décidé de laisser le problème de la transmission de côté pour en reparler plus tard et de parer au plus urgent : les problèmes économiques et les doutes sur nos capacités à faire vivre notre exploitation et à vivre de notre travail. Maintenant, j'ai tranché pour ne pas mettre la pression à ma fille, je prends mes décisions par rapport à nous deux seulement.

? Nous avons dû nous remettre en question au niveau familial comme au niveau professionnel.

Début 2008, le permanent a démissionné et un saisonnier nous a quitté pour maladie.

Toute l'organisation du travail a été chamboulée. Il fallait faire à 2,5 ce que nous faisions avant à 5.

Une formation avec la grille IDEA nous avait indiqués que l'on avait trop d'ouvriers par rapport à la surface. Ça nous a rassuré un peu et nous a permis de nous attaquer à mieux quantifier les heures de travail.

Pour l'organisation du travail, nous avons commencé par prendre des entreprises puis un couple de personnes expérimentées au "prix fait" (rémunération à la tâche). Nous avons décidé d'arracher 2 ha et de donner 5 ou 6 ha au prix fait pour la campagne 2010 ce qui nous permettra d'avoir plus de temps pour la vente.

? Le nombre d'UTH étant divisé par 2, toute l'organisation du travail est à revoir

Pour régler le problème économique, nous avons décidé de diversifier la vente de notre vin. Nous avons eu l'opportunité de vendre une partie de notre récolte en raisins (les 2/3 de la surface). Nous vinifions le reste que nous vendons en vrac pour les 2/3 et en 2007 nous avons mis 100 hl en bouteilles (Bordeaux et vin de table).

Plusieurs formations sur la commercialisation m'ont permis de me rendre compte de la difficulté d'ajouter un autre métier à la production et à la gestion.

J'ai fait plusieurs essais : - Vente en circuit court avec un groupe de producteurs
- foire et marché
- dépôt vente

Pour 2010 j'ai décidé de faire un plan de commercialisation pour voir de quelle façon vendre et dans quel mode je suis le plus à l'aise.

? Le mode de commercialisation du produit est entièrement revu



Témoignage « gestion stratégique »

Dominique et son épouse ont eu un passage difficile d'un point de vue économique et ils se sont inscrits à une formation de gestion stratégique. Ils accomplissent chacun un travail sur leur passé, leur projet professionnel, leurs valeurs, leurs objectifs. Grâce à cette démarche, les stratégies et orientations de l'exploitation ont évolué (moyens de production, organisation du travail...). Dominique a toujours été guidé par la volonté de réduire son temps de travail, conserver un potentiel de changement, rester maître et libre de ses décisions. Son épouse a repris une activité professionnelle à l'extérieur. L'éleveur se trouve donc seul sur l'exploitation, ce qui n'a pas été facile pour lui. En revanche, les objectifs principaux du couple ont été remplis. Sa vie de famille est préservée, ses ressources financières sécurisées.

La démarche de gestion stratégique:

- mon passé
- mon système de valeur
- mes objectifs personnels et familiaux
- la vision de mon entreprise
- la mission de mon entreprise
- l'environnement socio-économique de mon entreprise
- diagnostic sommaire de mon entreprise
- objectif pour mon entreprise
- recherche de projets pour atteindre mes objectifs
- analyse de mes projets
- mise en place d'un plan stratégique pour mon entreprise
- suivi de mon plan stratégique

Dominique est éleveur laitier dans les Monts du Lyonnais. Il cherche à concilier vie de famille et emploi sur son exploitation.

Le changement pour trouver son équilibre

« En 2001, nous nous sommes posés la question de l'orientation professionnelle de ma femme, Marie-Jo, anticipant sur la fin de son congé parental. Nous avons suivi tous les deux une formation Gestion stratégique¹ proposée par l'Afocg du Rhône qui nous a permis de déterminer chacun nos objectifs professionnels et personnels, de les confronter et de trouver des pistes pour les atteindre. Marie-Jo avait envie de s'investir sur l'exploitation mais ne savait pas trop par

quelle activité (transformation, vente directe?) ni avec quel statut. Avec trois enfants et l'incertitude liée au fermage, la sécurisation du revenu était un élément important, tout comme la maîtrise de notre temps de travail et sa conciliation avec notre vie familiale. En janvier 2003, nous avons acheté la maison, les bâtiments et 4 hectares de terrain, tout en continuant d'avancer dans la réflexion concernant l'activité de Marie-Jo. Plusieurs soucis sur l'exploitation cette même année (sécheresse, problème de troupeau, dégâts

sur les toits...) et l'ampleur de la tâche pour monter une activité en plus ont conduit Marie-Jo à opter pour la sécurité en reprenant un emploi salarié. Aujourd'hui nous ne regrettons pas ce choix car il répond aux deux éléments fondamentaux que nous avions identifiés : la vie de famille et des ressources financières sécurisées. »

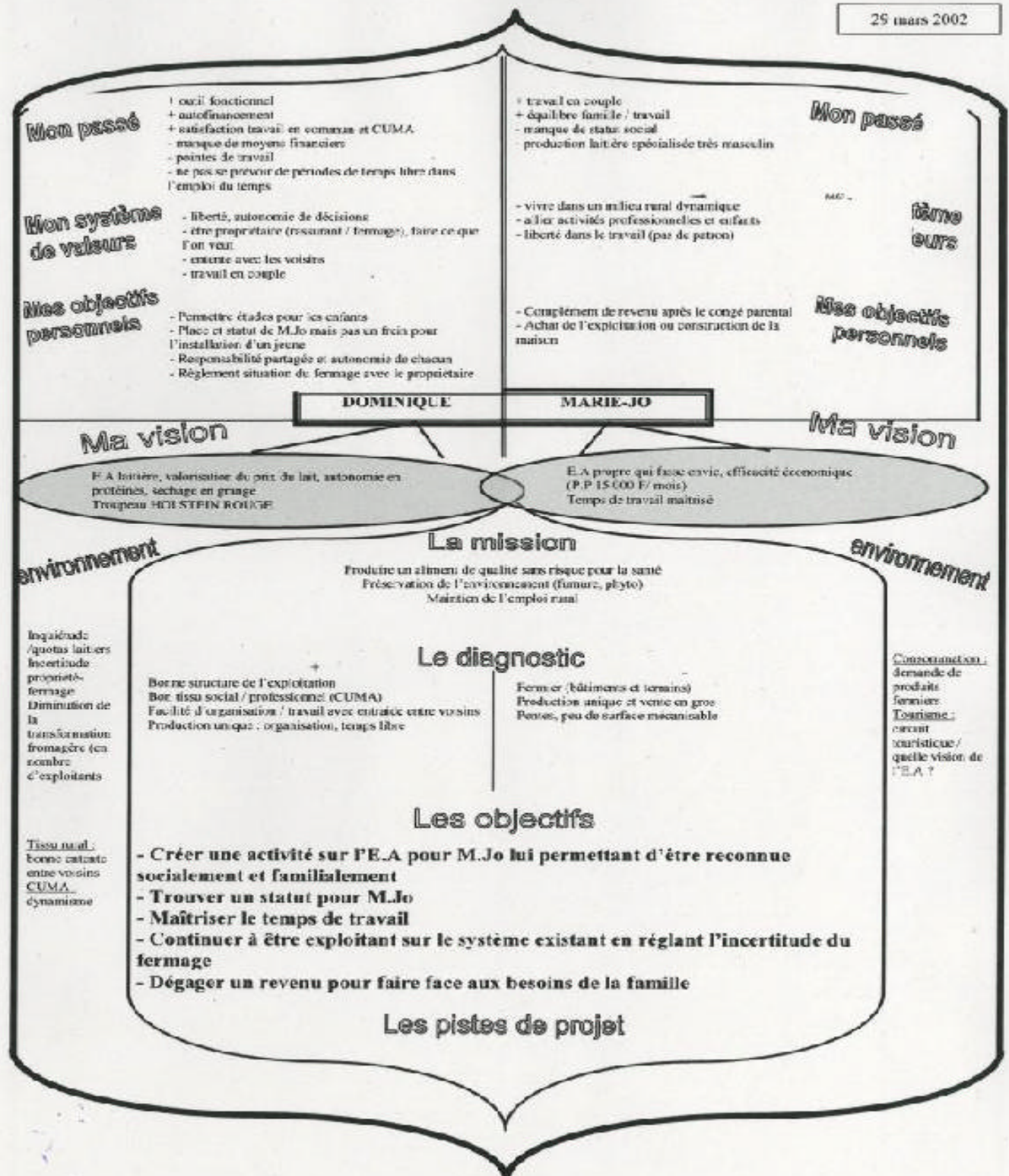
■ HÉLÈNE BUSTOS (TRANSRURAL)

1 - Démarche développée par Raymond Levallois, Université de Laval, Québec.

Les étapes de la formation:

- 0,5 jour: faire connaissance, présenter le contenu et déroulé de la formation
- 1 jour : présentation de la méthode et mise en application par petits groupes sur des cas d'école
- 2h en individuel : déterminer ses propres objectifs professionnels et personnels, définir les objectifs communs pour l'exploitation
- 0,5 jour : rechercher des hypothèses répondant aux objectifs professionnels
- 1 jour : des hypothèses à un plan d'action

25 mars 2002



A woman with short dark hair, wearing a white button-down shirt and a red and white patterned shawl, is standing and speaking into a black microphone. She is positioned in front of a wooden table. The background shows a classroom or meeting room with a whiteboard and other tables.

- Il y a beaucoup d'incertitudes
- Il y a aussi beaucoup de possibilités, de façon de faire
- L'enjeu central c'est de vivre avec le changement

- Est constant (« tout change tout le temps »)
- Changements dans des délais plus ou moins courts
- Il provient de différentes sources (technique, politiques, marchés, famille, etc.)
- La direction du changement n'est pas unique

- a. Un individu trouve une activité profitable au lieu de travailler.
- b. Il démissionne en estimant que les aspects techniques et économiques de son entreprise ne le satisfont pas.
- c. Il trouve que sa relation avec d'autres personnes n'est pas bonne, mais qu'il ne peut pas le dire.
- d. Il trouve que son salaire est trop bas.
- e. Il trouve que son salaire est trop élevé.

- L'ampleur d'un choc qui peut être absorbé sans que le système change:
 - Subir un choc sans changer fondamentalement
 - Rester quand il faut changer
- La résilience d'une femme dépend de:
 - Des ressources (surtout: ce qu'on en fait)
 - La configuration des ressources (sens rigides (par ex. fort endurciment) ou sens souples qui permettent de reconnaître?)
 - L'attitude personnelle de l'agriculteur envers le changement

5. Apprendre à vivre avec le changement et l'incertitude

Travaux en petits groupes (changement), apprendre

Garder la bonne flexibilité et comprendre: s'adapter aux changements est une compétence de la vie et de la réussite

- ✓ Tenir les délais
- ✓ Faire attention aux investissements sur le long terme (surtout éducation), éviter de devenir dépendant (surtout long terme)
- ✓ Être en mesure, savoir quoi faire dans une situation d'urgence
- ✓ Être en mesure de travailler avec les autres (communication)
- ✓ Avoir une approche de "challenge" (construire les capacités de la vie)

- 2. Préserver et cultiver la diversité
 - grande pour nouvelles activités, élargir les possibilités pour subir les chocs:
 - Diversité des cultures, des types d'usages des espaces
 - Diversité des activités (sur la terre ou en dehors, services (PAC), production d'énergie (pompes, etc.)
 - Recours à l'expérimentation continue, pour ouvrir de nouvelles avenues politiques
 - Difficile: coordination pour durer les rendits (sur les heures de travail) et le "top" (qualité de vie)

3. Combiner différentes types de savoir et apprentissages

Savoir académique disciplinaire, savoir des apprentissages
 • **Apprendre à apprendre**
 • **Faire les liens entre l'information académique et la compréhension du monde, intégrer les savoirs**
 • **Expérimenter** pour approcher comment la science fonctionne (à quel point complexe, imprécise, comment elle communique, où elle se situe dans la vie)
 • **Apprendre** une palette de sources d'information (généralistes et les spécialisés, les sites, les livres, les conférences, les médias)
 • **Difficulté** : arriver à savoir sur les compétences sociales pour l'action collective

d. Affermer une organisation autonome

La communauté est le premier partenaire d'un projet
 L'adhésion est importante

- ✓ Impliquer tous les éléments du territoire en forme, territoire, cartes du territoire, main-d'œuvre de la famille, des voisins, etc.
- ✓ S'appuyer sur les associations (village, région) locales, réseaux amis, etc. plus la confiance et cohésion sociales (notamment participative pour des projets), savoir-faire existant et engager
- ✓ S'appuyer sur les réseaux de femmes à leur échelle, réseaux, etc. (notamment pour des projets sociaux, éducatifs)
- ✓ Problème de temps (difficile pour agriculteurs, etc.)

- Concepts basés sur l'écologie apporte une perspective différente de la gestion "classique" :
 - Il ne s'agit pas d'imposer un système (plus ou moins complexe)
 - > les agents peuvent agir et intervenir, construire des situations, identifier des opportunités de changement
- Le but n'est pas de prédire le futur,
 - mais d'augmenter la capacité d'adaptation de la ferme
- Résilience offre un concept pour comprendre comment on stabilise la ferme par le changement

- Prendre conscience du changement continu
 - o Prendre les changements comme la pluie, comme une force, comme un processus, finale, FAC, ...
 - o Ces changements sont-ils bénéfiques?
- Prendre conscience des choses qu'on fait déjà :
 - o Quel est ce que a permis le s'adapter?
 - Expérimentation, « fausses », succès ; en conscience =
 - Diversification d'activités, de méthodes, de réseaux
- Rendre la structure et les outils (et l'attitude personnelle) :
 - o Un exemple : le processus de changement
 - o Que pouvons-nous faire? Quelles sont nos limites?
 - o A quel moment, quel changement? Sur quelle durée?

Pour Ika Darnhofer¹, la notion de résilience apporte une perspective différente dans la gestion des fermes et offre des pistes d'adaptation au changement.

La résilience pour s'adapter au changement

avec une loi de répartition, elle constitue un modèle statistique des probabilités associées à la connaissance des changements aux origines multiples, de façon simplifiée et dans des délais très courts.

III - Concrètement, comment la résistance aux chocs et l'adaptation aux changements peuvent-elles être renforcées ?

12. L'adapation et le développement des individus dépendent des perceptions qu'ils ont présentées de leur utilisation de leur « configuration » (ensemble des perceptions). Les individus ont des attributs des personnes liées au changement (ou, au contraire, au refus de changer) de la famille; ce qui implique l'importance de la situation dans les performances sportives individuelles. Appartenir à une association d'athlètes implique une stratégie à adopter et à mettre en œuvre, dans les différents cas de figures (concernant les relations avec des clubs et associations), pour servir la finalité et les intérêts personnels associés des expériences personnelles d'entraîneurs de musculation, ainsi, certains attributs types de savoirs et d'apprentissage, ainsi que une organisation autonome, leur en résultent. Mais, qu'il s'agisse d'être athlète,

A mesure que le principe de l'écologie humaine, des écosystèmes pour les humains, se met à développer, permet d'être plus grand, des résultats pas forcément immédiats, de sorte de nous, les perspectives. Il faut que les participants agricoles arrivent de croire qu'on se sentira un jour à bien identifier et caractériser une sorte d'écologie et qu'il porte de la les solutions immédiates seront trouvées. En rejetant l'écologie qui consiste à essayer de produire la future pour mieux se préparer une charnière de la conception de sensibilité adapter à la présence des écosystèmes proposés, leur manifestation par le fait de se sentir.

■ **Hauptstadt:** Bonn (Bundeshauptstadt)

1. Con *Chenopodium chenopodioides* la familia. Una semilla de esta especie es nativa de la zona de estudio de la zona estudiada. (García 1994:12)

« 1945 et 1946 furent des années d'incertitudes. J'AI pu travailler avec Crawford Sterling Hocking, écologiste réputé et considéré comme l'un des pères fondateurs du concept de résilience.

d) Sur l'origine, le bulleage, la co-impulsion, correspondance chaotique, etc. qui se produisent au cours de l'évolution de deux systèmes voisins de l'espace des phases.

